

pense ce journal qui est reconnu pour son esprit conservateur, au Canada.

Mais j'ai une autre citation à ajouter à celle-là; elle est de M. Olivier Moreau-Neret, qui a parlé à la Chambre de commerce française à Montréal, il y a à peine une semaine, de l'économie française, du Marché commun et également de l'attitude du Canada à l'égard du Marché commun.

M. Moreau-Neret, dont les propos ont été reproduits dans les journaux, *Le Devoir*, le *Nouveau Journal* et *La Presse* du 21 septembre disait:

Comment se fait-il que les Canadiens s'inquiètent tant du Marché commun? Nous, nous avons les mêmes inquiétudes en France au sujet du Marché commun, nous le craignons, nous en avons fait partie avec certaines réserves, nous sommes entrés dans le Marché commun et nous en sommes fort heureux à cause du fait que l'industrie de notre pays est revitalisée énormément. Et je cite là ses paroles telles qu'elles figurent dans *La Presse* du 21 septembre 1961:

Le banquier français, soit dit en passant, qui est président du *Crédit-foncier franco-canadien* et a, par l'entremise de sa société, un grand intérêt dans le Canada tout entier, a déclaré:

Le Marché commun est peut-être l'élément qui a le plus influencé le rajeunissement de la France. «Nous vivions dans une atmosphère de protectionnisme outrancier, qui avait peut-être sa justification à un moment donné, mais qui avait engendré une cristallisation des habitudes anciennes, un vieillissement paresseux des structures économiques.»

«En Amérique, le nylon tue le lin, tant pis pour le lin! Nous, nous donnions des primes aux producteurs de lin! Avec le Marché commun, on ne peut plus admettre ces pratiques.»

Et voilà pourquoi depuis notre entrée dans le Marché commun, a-t-il continué, l'économie française est redevenue jeune et vigoureuse.

Tantôt, le ministre a consigné au hansard des déclarations de certains Américains. Est-il au courant qu'un grand nombre de personnages américains importants favorisaient l'idée d'une association entre l'Amérique du Nord et les pays...

L'hon. M. Fleming: Pas dans l'intérêt du Canada ni du Commonwealth.

L'hon. M. Chevrier: Bien, écoutez plutôt ceci. L'initiative et l'idée du Marché commun ont été mises de l'avant par des hommes d'État de premier plan, tels que M. Ludwig Erhard, M. Nelson Rockefeller, M. Adlai Stevenson, M. Kampman, le premier ministre du Danemark, l'ancien secrétaire d'État Dean Acheson, un des promoteurs du plan Marshall et de l'OTAN, M. Fauré, ministre des Affaires économiques de la France, ainsi que le premier ministre de la Grande-Bretagne, M. Macmillan, lors de sa récente visite à Ottawa.

Évidemment, l'honorable chef de l'opposition (M. Pearson) s'en est fait le promoteur à la Chambre à plus d'une reprise.

[L'hon. M. Chevrier.]

Une communauté économique atlantique donnerait un sens économique réel à l'Alliance atlantique et renforcerait sa cohésion politique qui laisse beaucoup à désirer. Elle raffermirait l'unité du monde libre face à l'expansion communiste. Elle étendrait nos échanges avec l'Europe et réduirait, de ce fait, notre dépendance à l'égard des États-Unis.

Et je m'arrête ici pour dire que si le ministre persiste dans son attitude, il ne pourra que préconiser l'union économique avec les États-Unis. Mais nous, de ce côté-ci de la Chambre, nous protesterons et nous travaillerons de toutes nos forces contre une union économique avec les États-Unis, laquelle ne pourrait faire autrement que de nous entraîner dans une union politique.

L'hon. M. Fleming: Êtes-vous encore libéral? Vous avez changé de politique.

L'hon. M. Chevrier: Je ne change pas de politique; c'est la politique de mon chef, c'est la politique libérale que je rappelle ici, et c'est la politique que j'aurais voulu consigner au hansard quand M. l'Orateur, en conformité avec le Règlement de la Chambre, évidemment, m'a interrompu alors que je tentais de le faire l'autre jour.

Enfin, je soumets qu'une telle initiative de notre part résoudrait probablement l'épineux problème des rapports entre les Six et les Sept, car elle entraînerait une décision de longue main.

Monsieur le président, le Canada devrait prendre l'initiative d'étendre les réalisations européennes à la région atlantique afin de transformer les groupements existants en une association plus large, en créant un comité économique atlantique dont nous ferions partie, et alors nous profiterions de l'intégration économique du libre-échange et d'un vaste marché concurrentiel.

Voilà la réponse qu'il faut donner au défi posé par le succès de l'Europe, que je...

En d'autres mots, je vais consigner au compte rendu officiel des *Débats* une phrase anglaise qui exprime ce que je veux dire: «Faute de pouvoir les combattre, unissons-nous à eux.»

Alors, au lieu de faire la lutte et la guerre à ce mouvement, comme l'ont fait les deux ministres qui nous ont représentés là-bas, il semble qu'on aurait dû tenter une autre tactique. Si l'on avait suggéré une politique précise, une politique dont nous aurions discuté en cette Chambre, la situation serait tout à fait différente.

Je termine mes remarques en disant que nous condamnons l'attitude qui semble avoir été prise par les deux ministres et nous disons...